

# INTER PARES

58, rue Arthur, Ottawa, Canada K1R 7B9 (613) 563-4801 Téléc. 594-4704 Téléc 053-3802

BULLETIN Vol. 17, N° 2, mars 1995

## SÉCURITÉ MONDIALE : du privilège à la justice

Inday est née aux Philippines. Toute sa vie, elle s'est battue pour le changement. Pour le changement dans sa vie personnelle, dans sa communauté, et dans son pays secoué par les conflits. Des collègues d'Inter Pares ont récemment rencontré Inday. Elle leur a parlé de cette lutte, des acquis et de ses espoirs pour l'avenir. Outre ses propos, son regard en dit long sur la joie et l'espoir qui l'animent.

Dans ses yeux on lit de la fatigue, bien sûr, mais aussi une vive détermination.

«Nous avons fait beaucoup de choses, mais il reste tant à faire», lance Inday. Même si elle est très fière des réalisations de sa communauté, elle ne peut passer sous silence la grande frustration éprouvée par les siens face au cycle de la pauvreté que tant de familles ne parviennent jamais à briser.

«Nous nous sommes organisés en communauté. Nous avons mis sur pied des programmes de santé, de petits projets de crédit et des programmes d'éducation pour adultes. Les gens se sont battus pour obtenir des écoles pour leurs enfants, de l'eau salubre et des installations sanitaires». Inday sourit : «Comme ils disent dans les films de Hollywood, on a remporté quelques batailles et on en a perdu d'autres». Puis, son sourire s'efface : «Mais pourquoi faut-il donc toujours se battre pour obtenir si peu, alors que certains ont presque tout? Quand disposerons-nous de la santé et de la sécurité que les riches considèrent comme leur revenant de plein droit?»

Inday n'est pas seule à mener ce genre de lutte. Dans des milliers de communautés semblables, disséminées dans les pays où Inter Pares appuie la lutte contre la pauvreté, les gens se mobilisent en vue de résoudre leurs problèmes du mieux qu'ils peuvent. Ils réalisent beaucoup, avec



David Barbour, ACDI

très peu d'aide de leur gouvernement ou des agences extérieures. Grâce à ces gens, leur monde, notre monde, devient meilleur. Pourtant, les questions d'Inday se posent chaque jour davantage devant la richesse et les privilèges qui ignorent et dénigrent ce genre d'efforts et de réalisations.

Voilà le contexte dans lequel se déroulera, à Copenhague au début de mars, le Sommet mondial pour le développement social. Pendant ce Sommet qui réunira des chefs d'État, des diplomates et des dirigeants des Nations Unies, ainsi que des organisations populaires et des organismes volontaires internationaux, il sera question surtout de stratégies de développement social visant à résoudre et à prévenir les crises auxquelles se sont heurtées les Nations Unies et la communauté mondiale ces dernières années, notamment l'écroulement des gouvernements responsables, la désintégration des États, les troubles sociaux de plus en plus aigus et les migrations et déplacements massifs de populations.

Le concept de «sécurité mondiale» sera au coeur du Sommet. On parlera abondamment de la nécessité de rendre la planète plus sécuritaire, d'accroître la sécurité des gens face à la décomposition et aux bouleversements sociaux qui semblent s'aggraver autour de nous.

Mais, dans l'ordre mondial actuel, les

privilegiés des pays industrialisés ont, en matière de sécurité, des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de la majorité des gens qui vivent à l'Est et au Sud, ni avec ceux des pauvres du Nord. Car tous ceux-là, en effet, sont écartés des richesses de la terre et du pouvoir de décision. Et chaque jour leurs perspectives d'avenir s'assombrissent. La santé et la sécurité de l'immense majorité sont

menacées par les systèmes mondiaux qui ont été mis en place à leur détriment. Or, tant que cette réalité restera inchangée pour la majorité ou pour une proportion importante des gens sur la planète, ni ces derniers ni la minorité qui profite aujourd'hui des systèmes mondiaux injustes ne seront en sécurité.

*La sécurité de tous est garantie seulement quand la sécurité de personne n'est menacée.* Telle est la véritable signification de la sécurité commune. C'est la seule voie possible pour bâtir un avenir mondial commun de paix et de prospérité.

Si nous désirons contribuer à la paix et la sécurité mondiales, nous devons continuer à promouvoir la justice économique, les droits de la personne et le développement démocratique. De concert avec Inday et avec des milliers d'autres comme elle, il faut répondre à la question «Quand disposerons-nous de la santé et de la sécurité que les riches considèrent comme leur revenant de plein droit?» Car en fin de compte, l'avenir d'Inday et le nôtre ne seront assurés que lorsqu'elle n'aura plus à se battre pour un droit inné.

Dans ce *Bulletin*, Inter Pares jette un regard sur la façon dont plusieurs organismes qu'il appuie s'y prennent pour promouvoir cette autre vision de la justice et de la sécurité mondiales.

---

# BANGLADESH: résister pour exister

---

Ces dernières années, les fermiers de la région de Khulna au Bangladesh se sont organisés afin de promouvoir leur propre vision de ce qu'est la sécurité sociale, économique et environnementale. Leurs efforts ont tellement porté fruit qu'ils ont finalement pris la forme d'une campagne nationale.

La campagne a débuté alors que les fermiers se préparaient à s'opposer au rachat des terres agricoles par les producteurs de crevettes. L'hiver, ces derniers négocient des ententes avec de grands propriétaires terriens dans le but d'inonder des milliers d'acres de terre en jachère avec de l'eau salée et de créer ainsi de vastes étangs pour la production des crevettes. Mais l'inondation affecte tout le monde dans la région, y compris les petits producteurs, propriétaires ou métayers, qui cultivent des terres adjacentes. L'industrie de la crevette reçoit l'appui du gouvernement parce qu'elle constitue une source importante de devises étrangères. Pour les fermiers de l'endroit, toutefois, l'accès réduit à ces terres qui servaient naguère pour la culture des légumes et les pâturages d'hiver représente de grandes privations sur le plan économique.

Et pour empirer les choses, la salinité des terres augmente avec chaque inondation, rendant celles-ci de moins en moins propices à la culture des aliments une fois l'été revenu.

Les fermiers de Khulna ont donc commencé il y a cinq ans à remettre en question l'industrie de la crevette. Quelques groupes ont loué des terres en jachère dans leur coin, empêchant ainsi les producteurs de crevettes d'y avoir accès. D'autres ont brisé les digues entourant les étangs à crevettes afin d'en laisser l'eau s'écouler. Les producteurs de crevettes ont réagi en envoyant des hommes armés garder les étangs. La violence est devenue inévitable. En novembre 1990, les gardes ont ouvert le feu sur un groupe de fermiers qui manifestaient. Bilan : quarante blessés et une jeune femme tuée, qui s'appelait Karuma Moyee Sardar.

Karuma Sardar symbolise aujourd'hui le mouvement anti-crevette. Les groupes de fermiers ont érigé en son honneur un monument à l'endroit où elle a été abattue. Depuis, à chaque mois de novembre, des groupes locaux vont participer à des ateliers et des séminaires pour discuter des

effets sociaux, économiques et environnementaux de l'industrie de la crevette et élaborer des stratégies communes. Certains sont tellement bien organisés que leurs communautés sont maintenant déclarées «zones libres de toute crevette».

Le travail d'organisation et d'éducation relatif à l'industrie de la crevette est en grande partie attribuable à Nijera Kori, une ONG partenaire d'Inter Pares au Bangladesh. Nijera Kori appuie les fermiers qui se réunissent pour partager l'information. Elle réalise également une campagne d'éducation qui paraît partout dans les médias du pays. Récemment Nijera Kori a commencé à évaluer les répercussions environnementales de l'industrie de la crevette. L'évaluation comprend une étude de la fertilité des sols et porte sur les effets à long terme de la salinisation.

Ces communautés sont en train de définir une vision de la sécurité qui se fonde sur leurs propres besoins et priorités. Au centre de cette vision se trouve un principe clé : les ressources qui servent pour le gagne-pain des gens de l'endroit doivent continuer de leur être accessibles et d'être gérées par eux.

---

## ÉCHANGES SUR LE GATT

---

Partout dans les Antilles, l'ajustement structurel et le remboursement de la dette entraînent en ce moment une grande pauvreté, un chômage grandissant, des compressions dans les services de santé et dans l'éducation, de même que la détérioration de l'environnement.

Face à cette situation, des ONG, des syndicats, des organisations agricoles et féminines de la région, et quelques invités internationaux se sont réunis à la Barbade en octobre dernier. Leur but était de discuter des répercussions du nouvel Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sur les populations antillaises. C'est le Centre de développement des politiques des Antilles (CPDC) qui a organisé ce Forum sur le GATT, dans le cadre des recherches qu'il mène en vue de trouver des réponses proprement antillaises aux politiques économiques mondiales.

Le Forum a examiné entre autres

choses les implications du GATT sur la sécurité alimentaire et l'emploi, sur le commerce, la culture et la souveraineté. Dans les Antilles, les économies traditionnelles reposaient sur l'agriculture pour l'alimentation des familles et pour l'emploi. Or, cette autonomie connaît un sérieux déclin depuis vingt ans. Actuellement, la priorité accordée à l'agriculture d'exportation menace le gagne-pain des petits producteurs ruraux. En outre, la libéralisation du commerce, ainsi que les dispositions du GATT concernant les droits de propriété intellectuelle, pourraient entraîner un chômage encore plus important dans les secteurs agricole et industriel, érodant encore davantage la souveraineté des petits États des Antilles.

Les invités d'Amérique centrale et des Philippines ont fait écho à la crainte qu'ont les Antillais de perdre le contrôle de leurs économies, s'inquiétant en particulier des

répercussions du GATT sur les femmes. Tess Oliveros, de la Fédération nationale des paysannes des Philippines (AMIHAN) a expliqué de quelle façon les femmes allaient être affectées par le GATT dans son pays. Aux Philippines comme dans les Antilles, la majorité des fermiers et des producteurs agricoles sont des femmes qui dépendent de l'agriculture de subsistance et de l'écoulement des produits sur les marchés locaux pour nourrir leurs familles.

Au terme du Forum, les participants ont convenu de collaborer plus étroitement afin de surveiller et contester les effets négatifs du GATT, et de recueillir et diffuser l'information pertinente dans leurs pays, dans la région et dans le monde. Ils ont fait ressortir l'importance d'une participation plus grande des gens aux décisions touchant leur vie, leur sécurité et leur avenir. Comme l'un d'eux a dit : «Voilà ce que devraient faire nos gouvernements. Ils devraient discuter des problèmes avec la population afin que nous puissions déterminer ensemble ce qu'il faut faire, et ensuite le faire».

# S'APPROPRIER LEUR AVENIR : *travailleurs et propriété au Nicaragua*

**A**u lendemain des élections de 1990, le nouveau gouvernement du Nicaragua a commencé à démanteler le modèle économique mis en place par les Sandinistes, grugeant les gains sociaux acquis pendant la révolution. Les travailleurs et travailleuses organisés ont cependant réussi, par leur mobilisation et leur prise de parole vigoureuses, à résister au plan qu'avait le gouvernement de privatiser les sociétés d'État. Après des mois de lutte et de négociation, ils ont obtenu la propriété d'une portion significative des sociétés agricoles et industrielles, maintenant connues sous le nom d'Aires de propriété des travailleurs et travailleuses (APT).

Dans le secteur du café, les membres de l'Association des travailleurs agricoles (ATC) ont obtenu 37 plantations et une usine de transformation. Pour superviser l'exploitation et la gestion de ces entreprises, l'ATC a créé la société AGROCAFE. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des actions d'AGROCAFE sont détenues par les travailleurs et travailleuses, dont 25 % sont des femmes. Les plantations d'AGROCAFE produisent 10 % de tout le café du pays, ce qui fait de cette société propriétaire des travailleurs et travailleuses un acteur clé dans la planification des stratégies nationales de production.

Pour les travailleurs agricoles, la lutte pour les droits de propriété était une question de survie autant que de principe. S'ils ne s'étaient pas battus pour la propriété

de sociétés d'État, la plupart auraient perdu leur emploi, ainsi que l'accès à un logis et aux services de santé et d'éducation infantiles fournis par chaque société. Aujourd'hui, ils sont propriétaires et ils ont des emplois. En plus, ils ont la possibilité d'influer sur les décisions de leurs sociétés.

En revanche, les actionnaires ont de nombreux défis à relever. AGROCAFE a une dette d'environ 7 millions de dollars, remboursable d'ici huit ans. De nombreuses fermes qui avaient été vidées de leurs équipements et d'autres biens nécessitent d'importants investissements pour relancer ou augmenter la production. Il y a peu de crédit disponible, en raison des politiques du gouvernement et des pratiques bancaires en matière de prêt. Celles-ci, en effet, favorisent les grands propriétaires qui entendent reprendre les terres qui ont été redistribuées lors de la réforme agraire mise en oeuvre par les Sandinistes.

Toutefois le plus gros défi d'AGROCAFE est peut-être d'écarter les obstacles à sa démocratisation interne et à la participation véritable des travailleurs et travailleuses aux affaires de leur société.

Parmi ces obstacles, le manque d'expérience de gestion chez les travailleurs agricoles, et l'incidence grandissante de l'analphabétisme, comptent pour beaucoup. Ainsi, les décisions des sociétés sont encore entre les mains des administrateurs et des principaux leaders syndicaux. Par contre, l'ATC et AGROCAFE reconnais-

sent tous deux que le meilleur moyen pour augmenter la production et garantir la viabilité à long terme du modèle consiste à développer chez les travailleurs et travailleuses le sens véritable de la propriété, de la participation et de l'engagement.

Avec l'appui d'Inter Pares, AGROCAFE a préparé un programme d'alphabétisation, de formation technique et de formation en gestion, afin que les travailleurs et travailleuses acquièrent les compétences et les connaissances nécessaires pour gérer et administrer eux-mêmes leurs fermes et pour améliorer leur capacité de production. Cela pourrait bien s'avérer le facteur déterminant pour assurer leur sécurité, en plus de leur procurer les moyens d'existence.

## JUSTICE ET SÉCURITÉ : *une voix venue du Sud*

Le Third World Network (TWN), un réseau international de militants et de militantes pour la justice sociale, offre une tribune pour discuter et débattre des besoins et des enjeux du tiers monde. La tâche centrale du TWN est la remise en question, à partir des points de vue et expériences du Sud, des idées qui circulent au Nord sur ce qui constitue la «sécurité mondiale». Le TWN organise des séminaires, publie une grande diversité de documents et participe activement aux débats en cours aux Nations Unies et dans les organismes multilatéraux. Il suit de près les négociations internationales liées au commerce et à la viabilité économique et environnementale; il analyse les implications de ces négociations pour le tiers monde.

*Third World Resurgence*, la revue mensuelle du TWN, est une excellente source pour ceux et celles qui cherchent une information différente sur la justice, sur le développement et sur la sécurité mondiale viable. Pour vous abonner, écrivez à :

Third World Network, 228, Macalister Road, 10400 Penang, Malaisie

(Abonnements par avion : Organismes : 45 \$ US; Individus : 35 \$ US)



# ÉTHIOPIE : semences de la survie



USC

Il n'y a pas si longtemps les caméras nous ont montré les images de milliers d'Éthiopiens attendant l'aide alimentaire pour survivre. Pourtant, ce pays compte parmi les plus importantes sources alimentaires au monde. Beaucoup des variétés de céréales de la planète, telles le sorgho et le blé durum, proviennent des vastes hauts plateaux de ce pays.

Pendant des milliers d'années, les petits producteurs ont soigneusement sélectionné, amélioré et cultivé de nombreuses variétés de céréales, usant de leurs connaissances pour les adapter aux différents microclimats et aux fluctuations pluviales. Les fermiers cultivaient, pour la plupart, non pas une mais plusieurs variétés. Ils s'assuraient ainsi de ne jamais perdre toute leur récolte à cause de parasites, de maladies ou de sécheresses. Grâce à une sélection assidue des semences et à des pratiques agricoles rigoureuses, les fermiers sont parvenus à se nourrir, et à conserver suffisamment de semences pour la saison suivante, créant et préservant ainsi, de génération en génération, la diversité génétique.

Mais dans les années 70 et 80, on a encouragé les fermiers à délaisser leurs

variétés traditionnelles de céréales pour des variétés à haut rendement, censées mieux résister à la sécheresse et aux parasites. Au milieu des années 80, la guerre et la sécheresse ont forcé les fermiers à manger leurs graines de semences pour survivre, affaiblissant encore plus la diversité des variétés disponibles. L'aide alimentaire envoyée en Éthiopie comprenait des variétés de céréales importées qui ont évidemment pénétré jusque dans les fermes; ainsi s'est amorcée la disparition des variétés traditionnelles.

Le problème des variétés importées est qu'elles exigent des fertilisants et des pesticides que la plupart des fermiers n'ont pas les moyens d'acheter. Les variétés nouvellement introduites sont moins bien adaptées et génétiquement plus uniformes que les variétés traditionnelles. Sans la souplesse génétique nécessaire pour résister aux variations climatiques, les variétés importées ont tendance à dégénérer et à donner de moins bons rendements.

Cette baisse du rendement oblige les fermiers à acheter des semences chaque année, au lieu de les conserver pour l'année suivante. Ainsi, un cycle de dépendance s'installe vis-à-vis des semences importées, exposant les familles agricoles à un plus grand risque et menaçant leurs moyens d'existence.

Le docteur Melaku Worede est un scientifique éthiopien internationalement reconnu pour le travail de pionnier qu'il a effectué dans le domaine de la diversité génétique. Le Centre des ressources génétiques botaniques (PGRC), qu'il a fondé en Éthiopie, compte d'ailleurs parmi les meilleures banques de semences au monde. Grâce au travail qu'il a effectué pendant des années avec les fermiers de l'endroit, le docteur Melaku a appris que les variétés de semences traditionnelles n'avaient pas besoin de fertilisants synthétiques pour produire, et qu'elles résistaient mieux aux parasites et à la sécheresse. Les variétés traditionnelles sont également beaucoup mieux adaptées aux microclimats de l'Éthiopie qui peuvent varier sensiblement d'une vallée à une autre. Le docteur Melaku était bien déterminé à mettre fin à la disparition du précieux héritage génétique des plantes de son

pays. Il a donc travaillé directement avec les fermiers, découvrant l'énorme savoir dont ils disposent pour sélectionner et améliorer les variétés locales, de même que le rôle essentiel qu'ils jouent dans la conservation des semences.

En 1988, le docteur Melaku a lancé le programme *Semences de la survie*, dans le but d'aider les fermiers éthiopiens à conserver et à cultiver les variétés de semences traditionnelles. Ce programme, qui a l'appui d'USC Canada, du Rural Advancement Foundation International (RAFI) et d'Inter Pares, vise à rétablir et protéger la diversité génétique dans le but d'assurer la sécurité alimentaire. Le programme *Semences de la survie* a débuté avec vingt familles de cultivateurs. Incitées à utiliser les variétés de semences traditionnelles, ces familles ont cultivé et récolté ces céréales, et en ont conservé et multiplié les variétés. Celles-ci ont ensuite été distribuées à d'autres fermiers. Depuis 1988, le programme a rejoint plus de 20 000 fermiers. Il s'étendra à beaucoup d'autres, puisque les fermiers ont tendance à échanger les semences et à les refiler à leurs familles et à leurs voisins. Enchantés par le rendement des semences locales, ils parlent avec enthousiasme de la saveur préférée des variétés traditionnelles de teff, une céréale utilisée dans de nombreux mets du pays. L'efficacité et l'impact du Centre sont accrus en assurant la collaboration entre les fermiers et les scientifiques dans le travail de cueillette et de conservation du patrimoine génétique de l'Éthiopie.

Au début, l'idée d'associer les petits producteurs agricoles à la conservation des semences, à leur utilisation et à leur amélioration a été accueillie avec scepticisme. Mais aujourd'hui, les grandes institutions agricoles et de développement dans le monde reconnaissent que ce programme est essentiel pour la sécurité alimentaire. Ce programme sert d'ailleurs de modèle pour la conservation des semences ailleurs en Afrique. Le Centre organise des activités de formation et de mise en réseau à l'intention des fermiers et des scientifiques africains. Pour les fermiers éthiopiens qui pratiquent une agriculture à petite échelle, le rétablissement des semences traditionnelles perdues depuis longtemps a fait grandir leur espoir dans l'avenir et leur a procuré un sentiment nouveau de sécurité.

